

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JANVIER 1907.

Proposition de loi relative à la formation des listes des électeurs communaux et provinciaux.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La Chambre est saisie de trois propositions de loi relatives à la formation des listes d'électeurs provinciaux et communaux. La première émane de M. A. Daens : elle applique aux élections communales et provinciales le même régime qu'aux élections législatives. Les deux autres, déposées simultanément, par MM. Mechelynck et Van de Walle, le 27 novembre 1906, sont fondées sur un même principe : elles donnent un suffrage, pour les élections communales et provinciales, à tout citoyen âgé de 25 ans ; elles attribuent un vote supplémentaire à tout père de famille âgé de 35 ans, sans autres conditions.

Ni l'une ni l'autre de ces propositions ne nous paraissent être une solution définitive de la question du droit de suffrage.

Certes, l'unification de nos lois électorales aurait l'avantage de faire disparaître les injustices et les incohérences qui font condamner la loi du 11 avril 1895 par une fraction notable du parti conservateur lui-même. Mais elle laisserait subsister l'injustice fondamentale qui attribue la majorité des suffrages à la minorité des citoyens, et qui augmente artificiellement la force électorale de ceux qui, par leur instruction ou leur fortune, disposent déjà d'un pouvoir d'influencement considérable.

Quant aux propositions de MM. Mechelynck et Van de Walle, elles ont le grand mérite de supprimer tout privilège censitaire. Elles consacrent le principe de l'égalité politique. Elles reconnaissent la nécessité, l'inéluctabilité de l'avènement du suffrage universel.

Mais, dans un esprit de transaction qui n'a rien à voir avec les intérêts généraux du pays, elles prétendent corriger le suffrage universel, en fixant à 25 ans l'âge de l'électorat et en attribuant un suffrage supplémentaire aux pères de famille âgés de 35 ans.

L'une et l'autre de ces prétendues garanties nous paraissent également indéfendables.

Tout d'abord, nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi l'âge de la majorité politique doit être différent de l'âge de la majorité civile. Celui qui est capable de choisir une femme est capable de choisir un conseiller communal ou provincial. Celui qui a la maturité nécessaire pour administrer ses propres biens doit être considéré comme mûr, également, pour choisir ceux qui administrent le patrimoine commun. Il convient d'ailleurs de ne pas oublier que, sous le régime censitaire, on votait à partir de 24 ans pour la commune et la province. L'âge de 25 ou de 30 ans n'a été introduit qu'à partir du moment où l'on a cherché des « garanties » contre la classe ouvrière.

Pour ce qui est du double vote des pères de famille, peut-être pourrait-on le justifier — comme transition vers le suffrage des femmes — s'il était accordé, sans distinction d'âge, à tous les pères de famille.

Mais on propose de l'accorder seulement aux pères de familles âgés d'au moins 35 ans.

Pareille proposition présente, à nos yeux, deux graves inconvénients : elle constitue un véritable privilège politique pour les classes dont les membres ont la vie moyenne la plus longue; elles doublent la puissance électorale des générations qui comptent le plus grand nombre d'illettrés.

Chacun sait, en effet, que les pauvres vivent, en moyenne, beaucoup moins longtemps que les riches. Donner deux voix aux citoyens qui dépassent un certain âge, c'est, en dépit des apparences, rompre l'égalité en faveur des classes aisées et aux dépens des classes souffrantes.

D'autre part, — et c'est la considération essentielle, — accorder un vote supplémentaire aux pères de famille âgés de plus de 35 ans, c'est substituer au privilège actuel des capacitaires, un privilège, encore plus injustifiable, en faveur des ignorants.

Dans un pays comme le nôtre où n'existe pas l'instruction obligatoire, chacun sait que le nombre des illettrés augmente à mesure que l'on remonte l'échelle des âges.

Voici, d'ailleurs, les chiffres que fournit, à cet égard, l'*Annuaire de statistique* (1906, p. 98) :

Proportion % des hommes sachant lire et écrire :

De 20 à 25 ans	90.02
De 25 à 30 ans	88.94
De 30 à 35 ans	88.13
De 35 à 40 ans	86.16
De 40 à 45 ans	84.07
De 45 à 50 ans	81.90
De 50 à 55 ans	78.13
De 55 à 60 ans	72.34
De 60 à 65 ans	67.39
De 65 à 70 ans	63.58
De 70 à 75 ans	59.23

Ainsi, parmi les gens de 20 à 25 ans, il n'y a pas dix illettrés sur cent : ceux-là n'auront point de droit de suffrage ! De 25 à 35 ans, les illettrés ne sont que douze sur cent : à cette catégorie, on ne donnera qu'un seul vote ! Mais à partir de 35 ans, le pourcentage des illettrés augmente d'une manière effrayante : quatorze, dix-neuf, vingt-deux, vingt-huit, trente-trois, trente-sept, quarante et un pour cent ! Et ceux-là compteront double dans la supputation des suffrages !

En vérité, nous avons peine à comprendre que des hommes politiques qui, naguère, reprochaient au suffrage universel de faire la part trop large aux ignorants, en arrivent à proposer aujourd'hui de refuser l'accès des urnes électorales aux générations qui comptent le plus grand nombre d'hommes sachant lire et écrire, et de doubler, au contraire, la puissance politique des générations qui comptent le plus grand nombre d'analphabètes.

C'est pour ces motifs que nous ne pouvons accepter la formule de MM. Mechelynck et Van de Walle.

Peut-être ne sera-t-il pas sans intérêt de rappeler que cette formule est précisément celle qui fut proposée récemment à la Chambre des Seigneurs d'Autriche, par le groupe ultra-conservateur de cette assemblée, dans le but de faire échec au suffrage universel pur et simple.

On sait d'ailleurs que cette tentative n'aboutit point. Le Gouvernement comprit que de tels expédients n'auraient d'autre résultat que de perpétuer l'agitation en faveur d'une réforme électorale définitive. Il se prononça donc contre le double suffrage des pères de famille âgés de 55 ans. L'Empereur François-Joseph lui-même usa de son influence pour faire repousser l'amendement. Bref, la Chambre des Seigneurs repoussa le vote plural et finit par adopter intégralement le texte voté par l'autre Chambre.

Nous voulons espérer qu'au jour prochain où la loi de 1895 sera abolie, le Parlement belge ne se montrera pas moins libéral que le Parlement autrichien. Et c'est pourquoi nous avons l'honneur de reproduire nos propositions antérieures, accordant le droit de suffrage, pour la commune et la province, à tous les Belges âgés de 21 ans.

Nous n'avons pas reproduit les articles de nos propositions antérieures relatifs à la représentation proportionnelle ; cette question fait l'objet d'une proposition spéciale actuellement soumise au Parlement.

É. VANDERVELDE.

(4)

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Pour être électeur communal, il faut :

- 1^o Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire ;
- 2^o Être âgé de 21 ans accomplis ;
- 3^o Être domicilié dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2.

Les dispositions des articles 8, 20, 21 et 22 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

ART. 3.

Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes électorales communales, en même temps qu'à la revision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune.

ART. 4.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre, avant le 1^{er} juillet, ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

WETSVOORSTEL.**ARTIKEL 1.**

Om kiezer te zijn voor de gemeente moet men :

- 1^o Belg van geboorte zijn of de gewone naturalisatie hebben verkregen ;
- 2^o Den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt ;
- 3^o Sedert ten minste zes maanden zijn domicilie in de gemeente hebben.

ART. 2.

De bepalingen der artikelen 8, 20, 21 en 22 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling der hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen zijn van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

ART. 3.

Het college van burgemeester en schepenen gaat over tot de herziening van de lijsten der gemeentekiezers ter zelfder tijd als tot de herziening van de lijsten der algemeene en provinciale kiezers.

Daarop worden door het College behouden of ingeschreven degenen die, de vereischten bezittende om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn, op 1 Juli sedert ten minste zes maanden hun domicilie in de gemeente hebben.

ART. 4.

Hij, die vóór 1 Juli zijn verblijf van eene gemeente naar eene andere overbrengt, mag, op dien datum, niet worden behouden op de lijsten der gemeentekiezers van de door hem verlaten gemeente.

Il ne peut être inscrit, six mois après, sur les listes de sa résidence nouvelle, dans les conditions fixées à l'article précédent, que s'il a fait, au moment de son départ, à l'administration de son ancienne résidence, la déclaration de transfert et s'il a réclamé à l'administration de la nouvelle résidence, dans le mois de cette déclaration, son inscription aux registres de la population.

La date de l'acquisition du domicile électoral nouveau se constate conformément au deuxième alinéa de l'article 57 du Code électoral.

ART. 5.

Sont électeurs pour la province, les citoyens qui réunissent les conditions requises par les articles 1, 2, 3 de la présente loi, pour l'électorat communal.

ART. 6.

Les dispositions du titre III du Code électoral (loi du 12 avril 1894) sont applicables aux élections provinciales.

Hij mag, zes maanden nadien, dan alleen worden ingeschreven op de lijsten van zijn nieuw verblijf, onder de omstandigheden bij het vorig artikel bepaald, wanneer hij, op 't oogenblik van zijn vertrek, bij het bestuur van zijn vroeger verblijf de aangifte heeft gedaan van verandering van verblijfplaats, en, binnen ééne maand na deze aangifte, bij het bestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft gevraagd.

De datum, waarop men het nieuw kiesdomicilie heeft verworven, wordt overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 57 van het Kieswetboek vastgesteld.

ART. 5.

Zijn kiezer voor de provincie, de ingezetenen die voldoen aan de vereischen der artikelen 1, 2, 3 van deze wet om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn.

ART. 6.

De bepalingen van titel III van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie.

ÉMILE VANDERVELDE.

E. ANSELE.

L. BERTRAND.

H. DENIS.

D. MAROILLE.

J. MANSART.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JANUARI 1907.

Wetsvoorstel betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor
de gemeente en de provincie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij de Kamer zijn drie wetsvoorstellen ingediend betreffende het opmaken van de kiezerslijsten voor de provincie en de gemeente. Het eerste gaat uit van den heer A. Daens : op de verkiezingen voor de gemeente en de provincie past het de regelen toe die van kracht zijn voor de Kamerverkiezingen. De twee andere, die den 27^{en} November 1906 te gelijker tijd werden ingediend door de heeren Mechelynck en Van de Walle, steunen op een zelfde beginsel : voor de verkiezingen voor de gemeente en de provincie kennen zij ééne stem toe aan elken burger die den leeftijd van 23 jaar heeft bereikt; zij verleen en daarenboven ééne bijkomende stem aan elken huisvader die den leeftijd van 35 jaar heeft bereikt; daartoe bepalen zij geen andere vereischten.

Door geen van beide wetsvoorstellen wordt, naar onze meening, het vraagstuk van het stemrecht voorgoed opgelost.

Ongetwijfeld zou de éénmaking van onze kieswetten het voordeel opleveren, een einde te stellen aan de onrechtvaardigheden en de verkeerdheden die een aanzienlijk deel van de behoudsgezinde partij zelve aanzetten, de wet van 11 April 1895 te veroordeelen. Zij zou echter de grootste onrechtvaardigheid laten bestaan, krachtens welke de minderheid der kiezers beschikt over de meerderheid der stemmen en de kiesmacht van hen die, uit hoofde van

hunne geleerdheid of van hun vermogen, reeds een ontzaglijken invloed kunnen uitoefenen, kunstmatig toeneemt.

De voorstellen van de heeren Mechelynck en Van de Walle hebben de groote verdienste, elk voorrecht, gehecht aan het betalen van belastingen, af te schaffen. Zij bevestigen het beginsel van gelijkheid op politiek gebied. Zij erkennen dat het invoeren van het algemeen stemrecht noodzakelijk, ja, onvermijdelijk is.

Zij willen echter tot eene minnelijke schikking komen, die niets gemeen heeft met de algemeene belangen van het land; daarom willen zij het algemeen stemrecht verbeteren, door den leeftijd, waarop men stemgerechtigd zijn zal, te bepalen op 25 jaar en eene bijkomende stem toe te kennen aan de huisvaders van 35 jaar.

Beide zoogenaamde waarborgen komen ons onverdedigbaar voor.

In de eerste plaats, kunnen wij niet begrijpen waarom de leeftijd, waarop men de politieke rechten uitoefenen mag, verschillen moet van dien waarop men bevoegd is om de burgerlijke rechten uit te oefenen. Wie bevoegd is om de keuze van eene vrouw te doen, is even bevoegd om de keuze te doen van een gemeenteraadslid of van een lid van den provincialen raad. Hij, die de vereischte ontwikkeling van verstand heeft om zijn eigen goederen te beheeren, moet worden geacht dezelfde ontwikkeling te hebben om diegenen te verkiezen, welke het gemeen vermogen beheeren. Overigens, men mag niet vergeten dat men, onder het cijnssstelsel, kiezer was voor de gemeente en de provincie van den leeftijd van 21 jaar af. De leeftijd van 25 of van 35 jaar werd alleen dan ingevoerd wanneer men zich tegen de arbeidersklasse wilde « waarborgen ».

Wat aangaat de bijkomende stem van de huisvaders, misschien zou men deze kunnen billijken — als overgang tot het stemrecht der vrouwen — indien ze, zonder onderscheid van leeftijd, werd verleend aan al de huisvaders.

Doch er wordt voorgesteld, ze enkel te verleen aan de huisvaders die ten minste 35 jaar oud zijn.

Ons komt het voor, dat dergelijk voorstel twee groote bezwaren oplevert: het stelt een werkelijk voorrecht vast op politiek gebied ten bate van de standen waaronder men gemiddeld den hoogsten leeftijd bereikt; het verdubbelt de kiesmacht van de geslachten waaronder het grootste getal ongeletterden voorkomt.

Het is, inderdaad, eenieder bekend dat het leven der armen gemiddeld veel korter is dan dit der rijken. Kent men twee stemmen toe aan de burgers die een bepaalden leeftijd overschrijden, dan verbreekt men, ofschoon men den schijn heeft het anders te doen, de gelijkheid ten bate van de goeude standen en ten nadeele van de lijdende standen.

Anderzijds, — en dat geldt als de gewichtigste overweging, — indien men een bijkomende stem verleent aan de huisvaders die meer dan 35 jaar oud zijn, dan vervangt men het bestaande voorrecht van de geletterden door een nog minder te billijken voorrecht, toegekend aan de ongeletterden.

Een ieder weet dat in een land zooals het onze, waar geen leerplicht bestaat, het getal ongeletterden grooter wordt naarmate de leeftijd toeneemt.

Overigens, de *Annuaire de statistique* (1906, bl. 98) levert ons hieromtrent de volgende cijfers :

Percentsgewijze verhouding van de mannen die kunnen lezen en schrijven :

Van 20 tot 25 jaar.	90.02
Van 25 tot 30 jaar.	88.94
Van 30 tot 35 jaar.	88.13
Van 35 tot 40 jaar.	86.16
Van 40 tot 45 jaar.	84.07
Van 45 tot 50 jaar.	81.90
Van 50 tot 55 jaar.	78.13
Van 55 tot 60 jaar.	72.34
Van 60 tot 65 jaar.	67.39
Van 65 tot 70 jaar,	63.58
Van 70 tot 75 jaar.	59.23

Daaruit blijkt, dat er onder de lieden van 20 tot 25 jaar geen tien ongeletterden op honderd voorkomen : die lieden zullen het stemrecht niet hebben! Van 25 tot 35 jaar, zijn er enkel twaalf ongeletterden op honderd : hun zal slechts één stem worden toegekend. Doch, van 35 jaar af, neemt de percentsgewijze verhouding van de ongeletterden op schrikbare wijze toe : veertien, negentien, twee en twintig, acht en twintig, drie en dertig, een en veertig ten honderd! En dezen zullen, bij het toekennen van de stemmen, dubbel in aanmerking komen!

Voorwaar, wij kunnen moeilijk begrijpen hoe politieke mannen die, niet lang geleden, tegen het algemeen stemrecht het bezwaar aanvoerden dat het de ongeletterden in eene te ruime mate bevoordeelde, er toe komen thans voor te stellen, de geslachten tellende het grootste getal mannen die kunnen lezen en schrijven, niet toe te laten tot de stembus en, integendeel, de politieke macht te verdubbelen van de geslachten met het grootste getal ongeletterden.

Het is om deze redenen dat wij ons niet kunnen vereenigen met de voorstellen van de heeren Mechelynck en Van de Walle.

Wellicht is het van belang te herinneren, dat bedoeld voorstel juist hetzelfde is als het voorstel dat onlangs in het Heerenhuis van Oostenrijk werd ingediend door de ultra-behoudsgezinde groep van deze vergadering en dat wel om in te gaan tegen het zuiver en louter algemeen stemrecht.

Het is, overigens, bekend dat deze poging niet slaagde. De Regeering begreep dat deze wanhopige middelen geen andere uitwerking zouden hebben dan de beweging voor eene bepaalde kieshervorming te doen voortduren. Zij bestreed dus het verleenen van twee stemmen aan de huisvaders die den leeftijd van 35 jaar hebben bereikt. Keizer Frans-Jozef zelf deed zijn invloed gelden om het amendement te doen verwerpen. Kortom, het

Heerenhuis nam het meervoudig stemrecht niet aan en stemde, ten slotte, voor den ongewijzigden tekst, dien de andere Kamer had aangenomen.

Wij koesteren de hoop dat, wanneer binnen kort de wet van 1893 zal ingetrokken worden, de Belgische Kamers even vrijzinnig zullen handelen als het Parlement van Oostenrijk. Daarom hebben wij de eer, onze vroegere voorstellen opnieuw in te dienen; daardoor wordt het stemrecht, voor de gemeente en de provincie, toegekend aan al de Belgen die 21 jaar oud zijn.

De bepalingen van onze vroegere voorstellen, betreffende de evenredige vertegenwoordiging, hebben wij thans ter zijde gelaten; dat vraagstuk wordt inderdaad geregeld door een bijzonder voorstel, dat thans aan de Kamer is onderworpen.

E. VANDERVELDE.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Pour être électeur communal, il faut :

- 1^o Être Belge de naissance ou avoir obtenu la naturalisation ordinaire ;
- 2^o Être âgé de 21 ans accomplis ;
- 3^o Être domicilié dans la commune depuis six mois au moins.

ART. 2.

Les dispositions des articles 8, 20, 21 et 22 du Code électoral (loi du 12 avril 1894) relatives à la constatation de la qualité d'électeur, aux exclusions et suspensions, sont applicables aux électeurs communaux.

ART. 3.

Le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision des listes électorales communales, en même temps qu'à la revision des listes des électeurs généraux et provinciaux.

Il y maintient ou y inscrit ceux qui, réunissant les conditions de l'électorat communal, ont, au 1^{er} juillet, leur domicile depuis six mois au moins dans la commune.

ART. 4.

Celui qui transfère sa résidence habituelle d'une commune dans une autre, avant le 1^{er} juillet, ne peut être maintenu à cette date sur la liste des électeurs communaux de la commune qu'il a quittée.

WETSVOORSTEL.**ARTIKEL 1.**

Om kiezer te zijn voor de gemeente moet men :

- 1^o Belg van geboorte zijn of de gewone naturalisatie hebben verkregen ;
- 2^o Den leeftijd van 21 jaren hebben bereikt ;
- 3^o Sedert ten minste zes maanden zijn domicilie in de gemeente hebben.

ART. 2.

De bepalingen der artikelen 8, 20, 21 en 22 van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) betreffende de vaststelling der hoedanigheid van kiezer, de uitsluitingen en schorsingen zijn van toepassing op de kiezers voor de gemeente.

ART. 3.

Het college van burgemeester en schepenen gaat over tot de herziening van de lijsten der gemeentekiezers ter zelfder tijd als tot de herziening van de lijsten der algemeene en provinciale kiezers.

Daarop worden door het College behouden of ingeschreven degenen die, de vereischten bezittende om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn, op 1 Juli sedert ten minste zes maanden hun domicilie in de gemeente hebben.

ART. 4.

Hij, die vóór 1 Juli zijn verblijf van eene gemeente naar eene andere overbrengt, mag, op dien datum, niet worden behouden op de lijsten der gemeentekiezers van de door hem verlaten gemeente.

Il ne peut être inscrit, six mois après, sur les listes de sa résidence nouvelle, dans les conditions fixées à l'article précédent, que s'il a fait, au moment de son départ, à l'administration de son ancienne résidence, la déclaration de transfert et s'il a réclamé à l'administration de la nouvelle résidence, dans le mois de cette déclaration, son inscription aux registres de la population.

La date de l'acquisition du domicile électoral nouveau se constate conformément au deuxième alinéa de l'article 57 du Code électoral.

ART. 5.

Sont électeurs pour la province, les citoyens qui réunissent les conditions requises par les articles 1, 2, 3 de la présente loi, pour l'électorat communal.

ART. 6.

Les dispositions du titre III du Code électoral (loi du 12 avril 1894) sont applicables aux élections provinciales.

Hij mag, zes maanden nadien, dan alleen worden ingeschreven op de lijsten van zijn nieuw verblijf, onder de omstandigheden bij het vorig artikel bepaald, wanneer hij, op 't oogenblik van zijn vertrek, bij het bestuur van zijn vroeger verblijf de aangifte heeft gedaan van verandering van verblijfplaats, en, binnen ééne maand na deze aangifte, bij het bestuur van zijn nieuw verblijf zijne inschrijving op de bevolkingsregisters heeft gevraagd.

De datum, waarop men het nieuw kiesdomicilie heeft verworven, wordt overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 57 van het Kieswetboek vastgesteld.

ART. 5.

Zijn kiezer voor de provincie, de ingezetenen die voldoen aan de vereischten der artikelen 1, 2, 3 van deze wet om kiesgerechtigd voor de gemeente te zijn.

ART. 6.

De bepalingen van titel III van het Kieswetboek (wet van 12 April 1894) zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie.

ÉMILE VANDERVELDE.

E. ANSEELE.

L. BERTRAND.

H. DENIS.

D. MAROILLE.

J. MANSART.

